

Le 10 septembre, les territoriaux étaient au rendez vous



Avec plus de 50 préavis posés par les CSD, des dizaines de préavis locaux, liant revendications locales et nationales, les territoriaux ont marqué la journée de grève et de blocages du 10 septembre par leur présence.

La mobilisation a été inégale, mais toutes et tous ont suivi avec la plus grande attention ce qui s'est passé ce jour-là. Parmi les informations reçues à la fédération :

Sur le Territoire de Belfort (90), la CSD explique : « Nous avons tracté à partir du 4 août pour appeler à la journée du 10 septembre. La CSD a posé un préavis le 16 août. Plusieurs dizaines de services ont été couverts dans les collectivités. Dans plusieurs collectivités, les employeurs ont fait pression sur les agents pour leur dire qu'ils ne pouvaient pas faire grève sur le mot d'ordre « bloquons tout » et la CGT a dû répondre à ces mensonges. Il y avait 6 points de blocage sur le département dans lesquels les territoriaux ont pris toute leur place avec les usagers. Plusieurs syndiqués CFDT, délégués dans des collectivités, choqués par l'absence de leur syndicat sur l'appel du 10 sont venus vers nous et veulent rejoindre la CGT ! Au CCAS de la ville de Belfort on a compté 80% de grévistes, dont des collègues

qui n'avaient jamais fait grève. On poursuit la mobilisation pour le 18 septembre en recevant le même écho positif des collègues ». **En Savoie (73)**, la CSD indique une très forte demande des syndiqués et collègues pour répondre à l'appel du 10 septembre. Plusieurs actions de blocage ont été organisées. On y a vu de très nombreux jeunes et aucune hostilité à l'encontre de la CGT. On note beaucoup d'attentes dans les AG. La CSD précise que depuis 2 ans, chaque semaine, la CGT participe tous les samedis aux rassemblements de soutien à la Palestine à Chambéry. **En Seine-Saint-Denis (93)**, plusieurs assemblées générales ont préparé la journée du 10 septembre. 120 agents réunis à La Courneuve, 150 à Bobigny, 150 à Bondy. Sur Plaine-Commune pour 21 bibliothèques, il n'y a eu que 2 ou 3 ouvertures seulement et en mode dégradé. La plupart des bibliobus étaient à l'arrêt. A Pantin, la journée a été marquée par la grève du personnel des écoles et la jonction avec les enseignants de deux collèges de la ville, majoritairement en grève. **Dans le Val d'Oise (95)**, les territoriaux de Bezons se sont emparés de la date du 10 septembre dès le mois de juillet et les syndicats de la CSD en ont discuté. Il a été rapidement décidé de poser un préavis départemental pour couvrir tous les agents. Les syndicats d'Auvers, Montmorency, Taverny, Deuil La barre notamment ont posé leur propre préavis. La CSD a fait en sorte

que les syndicats soient déployés sur toutes les initiatives prévues sur le département ce jour là. L'USD Santé et l'UD ont appelé avec la CSD au rassemblement devant la préfecture et les groupes citoyens ont relayé l'appel de la CSD. Une véritable jonction a été organisée entre les territoriaux CGT et les assemblées citoyennes.

Avant, pendant et après le 10 septembre, les territoriaux en action pour défendre leurs revendications locales

Lormont (33) : Les ATSEM de Lormont revendiquent la semaine de 4 jours (comme les enseignants) pour mieux accompagner et répondre aux besoins des enfants. Une première assemblée des agentes a décidé d'engager un mouvement de grève pour le lundi suivant. 37 déclarations de grève sur 40 ATSEM ont été envoyées à la DRH. A la suite de cette première action, les ATSEM ont été convoquées par le Maire qui a cherché à les intimider. Malgré les pressions, et avec le soutien de leur syndicat CGT, l'action prévue le lundi suivant a été maintenue avec 17 grévistes, soutenues par une présence intersyndicale et interpro. La presse locale a rendu compte du mouvement. Les parents d'élève ont exprimé leur soutien à l'action des grévistes. Une nouvelle AG s'est tenue avec 26 ATSEM qui ont refusé de participer au groupe de travail prévu par le maire, les collègues restant déterminées sur leur revendication de la semaine de 4 jours. Les ATSEM de Lormont ont été très mobilisées le 10 septembre dans le cadre de la journée nationale de grève et de blocages. Lundi 15 septembre, à l'issue de deux semaines de mobilisation, les ATSEM avec leur syndicat CGT, la CSD et de nombreux parents ont organisé un nouveau rassemblement devant la mairie. La lutte continue !



Conseil départemental de l'Allier (03) : LUTTE VICTORIEUSE à la protection de l'enfance.

Sylvain, secrétaire général du syndicat explique : « Dans ce secteur du Conseil départemental, on est monté à un nombre de 471 enfants confiés pour 10 professionnels. La revendication portait essentiellement sur des effectifs supplémentaires pour pouvoir travailler correctement, pour pouvoir faire de l'accompagnement, pour faire leur métier de référent des enfants confiés. Nous avons fait trois mobilisations le 17, le 24 juillet et puis le 9 septembre. L'équipe de protection de l'enfance était en grève à 100 % avec beaucoup de détermination,

ils n'ont pas voulu lâcher du tout. On a réussi à obtenir des postes supplémentaires en renfort pour l'instant. Pour l'instant, ce sont des contractuels, mais on espère les pérenniser, donc deux postes en technique et un poste en administratif. Il faut noter que ce secteur est traditionnellement « tenu » par la CFDT mais elle a lâché les agents dès le premier jour parce que leur connivence avec la direction pour diluer les revendications a montré qu'ils étaient de mèche. Face à la détermination des grévistes, la direction a dû répondre aux revendications sans doute à la demande de la CFDT qui avait peur de perdre sa base. Cela dit, les collègues ont vu qui les défendait. On n'y avait aucun syndiqué CGT mais on a fait notre boulot et à présent plusieurs d'entre eux vont nous rejoindre. L'ensemble des associations qui travaillent autour de l'enfance la PJJ, ainsi que tous les assistants familiaux qui travaillaient avec le service, des collègues assistants sociaux, sont venus soutenir les grévistes. Au plus fort du mouvement il y avait environ 100 professionnels devant l'antenne de Montluçon du Conseil départemental. On a eu droit à un petit reportage sur France 3 qui a dû donner des sueurs froides à notre président. »



La CSD des bouches du Rhône (13) informe : Dans l'agglomération Terre de Provence, nous avons accompagné de nouveaux syndiqués sur des revendications légitimes. Après de longues négociations, les agents de la collecte des déchets ont obtenu des améliorations concrètes de leurs conditions de travail, notamment des aménagements de leurs lieux de vie. Surtout, 6 agents précaires ont été titularisés : c'est 100 % de dé-précarisation sur ce dossier. Des revalorisations d'IFSE et 17 nouveaux syndiqués sur un secteur dans lequel la syndicalisation n'est pas simple. La communauté urbaine ACCM a connu un mouvement de grève porté par nos camarades, mobilisés pour des hausses de rémunérations, la fin de la précarité et de meilleures conditions de travail. Face à eux, un président – Patrick de Carolis – qui a choisi le mépris en bafouant le droit de grève et même le droit de retrait, notamment lors d'épisodes de fortes chaleurs. Malgré cela, nos camarades ont obtenu des premières avancées et restent mobilisés.

Fédération CGT des Services publics

263 rue de Paris - Case 547 - 93515 Montreuil Cedex
Tél : 01 55 82 88 20 / mail : fdsp@cgt.fr / www.cgtservicespublics.fr

InfoLuttes
actualité des luttes fédérales

fédération
des services
publics

la
cgt